L'UE pourrait réduire son aide aux soldats burundais en Somalie

@rib News, 29/03/2016 â€“ Source Reuters L'Union europÃ©enne envisage de rÃ©duire ses financements au contingent burundais de la force de maintien de la paix en Somalie pour tenter de contraindre le prÃ©sident du Burundi, Pierre Nkurunziza, Ã ouvrir des discussions avec ses opposants, a-t-on appris de plusieurs sources diplomatiques. Le gouvernement Nkurunziza est jusqu'Ã prÃ©sent restÃ© insensible aux multiples pressions exercÃ©es par les pays occidentaux pour tenter de dÃ©bloquer la situation politique Ã Bujumbura, oÃ¹ les tensions nÃ©es il y a un an menacent de dÃ©gÃ©nÃ©rer en guerre civile.[Photo : Des soldats burundais servant au sein de forces de la paix en Somalie.] Plusieurs officiers de haut-rang de l'armÃ©e burundaise ont tentÃ© en mai dernier de destituer Nkurunziza, dont la candidature Ã un troisiÃ¨me mandat Ã©tait jugÃ©e inconstitutionnelle par une partie de l'opposition, mais ce coup d'Etat s'est soldÃ© par un Ã©chec, le gros des troupes restant fidÃ¨le au prÃ©sident.Â Depuis, les violences au Burundi ont fait plus de 400 morts et 220.000 personnes, soit 2% de la population du pays, se sont rÃ©fugiÃ©es dans des pays voisins, comme le Rwanda.Â Le contingent burundais de l'Amisom, la force de maintien de la paix de l'Union africaine, rapporte 13 millions de dollars (11,6 millions d'euros) par an Ã l'Etat et 52 millions aux quelque 5.400 soldats qui le composent.Â Pour chaque soldat africain envoyÃ© en Somalie, un Etat participant Ã l'Amisom reÃ§oit 1.000 dollars par mois pour sa solde et les frais logistiques, une somme payÃ©e par un fonds alimentÃ© par l'UE. Dans le cas du Burundi, l'Etat conserve 200 dollars et en reverse 800 aux soldats du contingent de l'Amisom. Ce financement pourrait donc Ãªtre le talon d'Achille du gouvernement Nkurunziza.Â "Le soutien au contingent burundais de l'Amisom ne peut pas se poursuivre en l'Ã©tat", a dÃ©clarÃ© un diplomate europÃ©en.Â La suppression totale des financements fait partie des options mises Ã l'Ã©tude mais c'est la plus extrÃªme et elle est improbable, a-t-il ajoutÃ©. Une telle dÃ©cision obligerait en effet l'Union africaine, qui supervise les 22.000 soldats de l'Amisom, Ã trouver d'autres donateurs.Â Un deuxiÃ¨me diplomate europÃ©en a dÃ©clarÃ© que les fonds versÃ©s par l'UE ne seraient plus transfÃ©rÃ©s Ã l'Etat burundais et que les 20% cons jusqu'Ã prÃ©sent par celui-ci seraient abandonnÃ©s. "En aucune maniÃ¨re nous ne continuerons Ã payer cela", a-t-il dit Ã Reuters, prÃ©cisant que l'UE Ã©tait en train de nÃ©gocier avec l'UA pour Ã©laborer un mÃ©canisme permettant de contourne Bujumbura.Â Le 14 mars, arguant d'une situation "trÃ¨s prÃ©occupante", l'UE a suspendu les financements directs Ã l'Etat burundais. Les aides d'urgence sont toutefois maintenues. Bruxelles rÃ©clame Ã Bujumbura des garanties sur la libertÃ© de la presse et les droits de l'homme ainsi que l'ouverture de discussions de paix.